

## *La fécondité humaine : inégalités actuelles et déséquilibres futurs*

---

Le terme de "contrôle" dans le cas de la fécondité humaine, est relativement ambigu parce que deux types de contrôle se dissimulent derrière cette dénomination. Une première forme de contrôle est le fait des individus ; dès le milieu du 19ème siècle, de nombreuses associations ont cherché à le répandre, d'abord assez curieusement en Angleterre -le pays de Malthus dans lequel la contraception avait très peu pénétré jusqu'à cette époque- puis en France au début du siècle -par exemple le mouvement de la maternité consciente, dont un ouvrage récent de Ronsin a bien décrit toutes les difficultés rencontrées dans un climat de "natalisme national".

Ce libre choix dans la construction de la famille s'est développé pendant l'entre-deux guerres dans le monde anglo-saxon. On l'appelait "néo-malthusianisme", pour bien distinguer cette nouvelle forme de contrôle et d'appropriation individuelle de la fécondité de l'ancienne forme dite "malthusienne", simple retard de l'âge au mariage pour avoir moins d'enfants (que recommande Malthus sous le terme de contrainte morale). Après guerre, on assiste à un mouvement beaucoup plus large qui atteint tous les pays développés puis va être exporté vers les pays en voie de développement. Il prend la forme désormais classique

de planning familial. Tout récemment, d'ailleurs, vient de sortir un ouvrage important qui retrace au niveau français les 25 dernières années de planning familial et qui porte le titre : "D'une révolte à une lutte". C'est là un mouvement à fondement individualiste où il s'agit de prendre conscience des problèmes posés par la famille et de parvenir à fonder une famille "désirée" soit au moment du mariage, soit au fur à mesure même de sa construction. C'est un mouvement de libération individuelle.

Mais par contrôle de fécondité, on n'entend pas seulement cela, d'où ambiguïté. On entend aussi le contrôle de la fécondité, non pas par les individus mais par les Etats. C'est au fond le contrôle de la reproduction sociale. Il apparaît alors une composante qui, parfois, peut prendre la forme bénigne du planning familial, renforcement des aspects de liberté individuelle et de liberté du couple, mais qui, dans d'autres cas, prend des formes plus contraignantes, avec une politique démographique dans laquelle on cherche à faire passer un intérêt national avant la liberté des couples. On tend à contourner cette liberté des couples. Je pense pouvoir vous en montrer un certain nombre d'exemples à l'époque récente et, même pour l'année actuelle, dans de nombreux états du monde (moins peut-être dans les Etats développés que dans les pays en voie de développement). Ces interventions vigoureuses de l'Etat ne sont pas plus l'apanage du monde moderne, elles sont préconisées dans beaucoup de sociétés antiques. Ce qui est peut-être plus moderne, c'est l'ampleur qu'elles ont prises à partir de l'entre-deux guerres en Europe. D'abord et malheureusement dans des pays à régime peu démocratique, puisque c'est la politique allemande et la politique italienne qui ont le plus de succès pour assurer un renouveau de la natalité dans l'entre-deux guerres. Puis, après guerre, dans un certain nombre de pays occidentaux, notamment en France, et dans les pays de l'Est. Vous remarquerez que, là aussi, beaucoup de distinctions sont à opérer, car le type de politique démographique peut aller de la contrainte pure et simple à une simple politique familiale. Au départ de la question de la fécondité existe donc une large ambiguïté.

A côté de cette ambiguïté, et ce sera l'autre aspect de l'exposé sur la situation démographique actuelle, il y a une illusion de l'action et des possibilités de l'action. Du côté de l'individu et du côté du planning familial, on compare le coût d'une pilule à celui d'un enfant supplémentaire. Les deux plateaux de la balance ne pèsent pas le même poids. Dans un pays surchargé d'enfants, le coût de la pilule paraît microscopique à côté de celui de l'enfant à venir. On en retire une illusion technique où il suffit de promouvoir le planning familial pour que la pilule soit préférée à l'enfant. Cela n'a pas été le cas dans le Tiers Monde. Inversement, du point de vue de l'Etat, dans les pays développés, on croit assez souvent qu'il suffit de changer le régime d'allocations familiales pour stimuler la fécondité. C'est aussi dans une large mesure une illusion, comme par exemple pour les pays de l'Est à l'époque récente. Les arguments plus moraux avancés, soit par les partisans du contrôle individuel, soit par les partisans d'un contrôle étatique, paraissent meilleurs. Les arguments par exemple sur l'épanouissement de la vie familiale sont très souvent utilisés chez les propagandistes du planning. Chez les propagandistes de la politique démographique, vous connaissez les raisonnements montrant le bénéfice que retire la société d'un individu supplémentaire, l'investissement que cela représente. Vous sentez immédiatement qu'on ne peut pas parler généralement car ce qui est présenté comme un bien pour les pays développés peut inversement apparaître comme un mal dans les pays en voie de développement. Il ne faut pas trop de gens dans les pays en voie de développement. Il en faut suffisamment dans les pays développés. On retrouve, et surtout au niveau français, une constante de la pensée démographique, qui est toujours tentée de limiter la société comme une cité fermée. Les penseurs antiques, à commencer par Platon, ont montré la voie.(1)

---

(1) Platon recommandait très exactement un nombre fixe d'habitants dans la cité idéale : 5040, qui est le produit des sept premiers nombres. Un de trop, il y avait alors avortement, un de moins et les législateurs procédaient à un mariage. L'idée même de cité ou d'île qui sert souvent dans les utopies trace bien cet aspect du monde fermé.

Ces contradictions expliquent la variété des politiques démographiques à l'intérieur même du groupe des pays développés.

### *Les pays développés*

Dans les pays développés, il y a trois politiques démographiques. Celle des pays de l'Est ont une spécificité démographique. Le contrôle de la fécondité n'est en général pas assuré par la contraception qui commence seulement à se répandre, mais avec des difficultés (la pilule est souvent interdite). Le contrôle est assuré par l'interruption volontaire de grossesse ou plus simplement par l'avortement provoqué. Ce mécanisme a été ouvertement encouragé dès la fin de la guerre mondiale ; il permet une plus forte intervention du contrôle de l'Etat. Ce n'est pas un véritable mécanisme de contrôle individuel de la fécondité. Dans les pays qui pratiquent la contraception, l'avortement corrige certaines erreurs mais il ne peut pas être un mécanisme sûr de maîtrise individuelle de la fécondité. L'histoire des pays de l'Est en donne une illustration remarquable : en 1967, en Roumanie où le gouvernement s'est effrayé de voir la fécondité tomber au-dessous de ce qu'on appelle le seuil de renouvellement (1). Quand les Roumains sont passés au-dessous de ce nombre fatidique d'enfants par femme, ils se sont inquiétés et, du jour au lendemain, l'Etat a supprimé les facilités d'avortement provoqué qui, auparavant, étaient très étendues (pratiquement sur simple déclaration). On a brusquement mis des conditions tout à fait draconiennes : avoir au moins quatre enfants, plus de trente-cinq ans, présenter un certificat médical, c'était pratiquement une interdiction. Après six mois de cette loi, la fécondité est brusquement remontée de 1,9 à 3,1. Vous avez là typiquement l'appropriation par l'Etat d'un mécanisme de contrôle de la fécondité. Les résistances individuelles ont joué assez rapidement, car au lieu

---

(1) C'est un indice un peu alambiqué qui consiste à voir combien d'enfants naissent en moyenne d'une femme donnée. Si pour les pays développés on a environ 2,1 enfants par femme, alors la population peut se reproduire presque à l'identique sur un très long terme. 2,1, parce que malgré les reculs de la mortalité infantile, il y a encore quelques décès dans la jeunesse. Si bien que ces 2,1 vont, arrivés à l'âge de la maturité, donner environ 2,05 adultes et comme il y a un peu plus d'hommes que de femmes (soit 105 pour 100) on aboutit exactement à une femme.

de rester 3,1 enfants en moyenne, ce qui est une fécondité très élevée pour la Roumanie, la fécondité est tombée progressivement dans les années suivantes à 2,7 en 1971 et, en 1973, à 2,4 enfants, niveau auquel elle est à peu près restée par la suite. Il y a donc eu un petit relèvement mais aussi un contournement, un blocage du mécanisme mis en place par l'Etat roumain. On ne connaît pas exactement les moyens de ce contournement mais on peut imaginer la mise en place de réseaux clandestins.

Cet exemple illustre le plus nettement à la fois le caractère étatique des contrôles reposant sur l'avortement et la résistance de la population à ces mesures d'Etat. On a observé des formes beaucoup plus douces dans les pays comme la Tchécoslovaquie ou l'Allemagne de l'Est où les allocations familiales, les primes de naissances des enfants et, surtout, les congès maternels ont fait l'objet de réformes très importantes au cours des dernières années. Dans la logique que soutiennent les instigateurs des politiques démographiques, on a alors vu la fécondité s'élever assez rapidement, moins toutefois qu'en Roumanie puisque la Tchécoslovaquie est passée de 2,1 enfants en 1972 à 2,5 en 1974. Elle est restée à 2,5 pendant cinq ans et puis, à partir de 1980, malgré l'existence de ces mesures, la fécondité retombe à 2,1 puis 2,0. Donc un peu au-dessous du seuil de reproduction. Là aussi, il y a une sorte de flambée engendrée par ces mesures, mais elles n'ont pas agi profondément semble-t-il sur l'évolution de la fécondité. Elles avaient un peu vite été présentées comme un premier exemple de réussite. Un autre exemple qui, en ce moment, fait beaucoup parler et écrire est celui de la Chine où, là aussi, il semble qu'on aille au-devant non pas des mêmes déceptions mais des mêmes désillusions sur les possibilités de prise en charge par l'Etat du contrôle de la fécondité. Ce qui est peut-être heureux.

Le second groupe de pays comprend les pays anglo-saxons auxquels il faut ajouter les Pays-Bas très alignés en matière de démographie sur l'Angleterre et les USA.

Dans ces pays, l'idéologie malthusienne joue le rôle d'un

paradoxe : nous sommes trop nombreux sur cette terre, y compris dans les pays développés. Il s'agit de trouver les moyens adéquats pour limiter la population. Etant donné la tradition d'individualisme des pays anglo-saxons, il s'agit uniquement de persuader la population des dangers qu'on fait courir à la planète tout entière, en accroissant le nombre des individus : le nombre des individus des pays en voie de développement, par leur nombre propre, et le nombre des individus des pays développés, par leur consommation génératrice de pollution. Ce type de discours a été illustré par des titres tout à fait violents puisqu'un des livres les plus célèbres aux Etats-Unis au début des années 70, celui de Paul Ehrlich s'intitulait "La bombe P".

De même le terme d'explosion démographique n'est pas un terme particulièrement neutre. Dans les années 75, on voit aussi se développer des mouvements comme le ZPG, le zero-population-growth : il s'agit de ramener la croissance de la population mondiale et celle des pays développés à 0. Ce climat est tout à fait favorable au contrôle individuel de la fécondité. Un grand nombre de mesures sont prises pour faciliter l'accès aux moyens de contraception qui, sans devenir le mode principal, représentent plus du tiers des moyens de contrôle dans certains pays anglo-saxons. Ce contrôle rencontre cependant des limites qui, actuellement, font l'objet de nombreuses études et soulèvent des discussions assez passionnées au USA.

Le contrôle de la fécondité est bien pratiqué par les individus qui ont déjà atteint un certain âge, disons au-dessus de vingt cinq ans. Mais au-dessous de vingt-cinq ans, la contraception est moins répandue. On assiste en même temps à un mouvement de rajeunissement de la sexualité : les premiers rapports sexuels ont lieu de plus en plus jeune ; il y a un manque de préparation des jeunes gens vis-à-vis de la contraception. Aux Etats-Unis, en 1981, les résultats d'une enquête, suivie de deux années sur la biographie de jeunes filles après leur premier rapport sexuel, ont montré que 40% de celles qui ne se marient pas ont une grossesse au cours des deux années qui suivent ce premier rapport. Il y a donc forte impréparation. Les sociologues américains s'interrogent sur la signification de ce type de mouvement qui exprime peut-être une résistance à une certaine unification sociale.

Quand on fait le détail selon le niveau d'éducation, selon le niveau de revenu des parents, quand on fait l'analyse sociologique de ces conceptions hors du mariage, on trouve beaucoup de gens qui ont un niveau d'éducation assez faible ou qui vivent dans des conditions précaires. En marge des questions de contrôle de la fécondité ressurgit tout un ensemble de problèmes sociaux auxquels ces pays n'échappent pas plus que d'autres.

Troisième type de politique : la France. Notre pays est actuellement le seul pays développé qui ait conservé une idéologie à caractère nataliste. L'opinion estime que la population doit au minimum se maintenir, et peut-être augmenter. Les origines de ce natalisme remontent loin. Les ligues natalistes apparaissent à la fin du 19ème siècle dans un contexte précis, celui de la concurrence avec l'Allemagne de Bismarck et de l'espoir d'une revanche après la défaite de 1870.

Parce que, pendant tout le 19ème siècle, la France a pratiqué un contrôle de la fécondité qui, au niveau de la population et non pas de l'individu est assez remarquable, elle s'est accrue très lentement. Si il n'y avait pas eu des progrès dans les politiques de santé et d'hygiène, entraînant une baisse de la mortalité, la population française n'aurait pas augmenté au cours du 19ème siècle. Elle s'est à peine accrue, un peu plus rapidement, durant la période de l'Empire et durant la Restauration, puis ensuite a stagné malgré une légère reprise de la natalité sous le second Empire. A côté, l'Allemagne n'a pas pratiqué de contraception ni de contrôle de population. Dans le courant du 19ème siècle, la fécondité a même légèrement augmenté en Allemagne par rapport à ce qu'elle était à la fin du 18ème siècle. Vers 1880-85, d'un seul coup, la fécondité en Allemagne va se mettre à baisser, et baisser très rapidement. En Angleterre, même phénomène.

La France était le plus grand pays d'Europe en 1789, au moment de la Révolution Française, avec 30 millions d'habitants, à peu près autant que la Russie de l'époque. Elle était loin devant l'Angleterre qui avait environ 8 millions d'habitants. En un siècle, les Français ont vu leur position démographique en Europe complètement modifiée.

Ils sont devenus une nation comme les autres ; de quoi impressionner les mentalités. Mais ce n'est pas la seule raison. A l'époque de la Révolution Française où la France avait cette position démographique dominante en Europe, on comptait déjà beaucoup : on pratiquait ce qu'on appelait l'Arithmétique Politique. On cherchait à estimer quel était le pays le plus peuplé, quelle était la plus grande ville d'Europe. Des débats interminables comparaient Londres à Paris. Les modes d'estimation étaient souvent assez fumeux et farfelus. Mais la question était à l'ordre du jour. Conscients de cette idée d'égalité, de peuple en arme, on a pensé que l'une des vraies armes de la France était le nombre de ses enfants. Qu'on pense à certaines batailles, qu'on pense à Valmy, aux sans-culottes, au peuple en armes, il existe une idéologie du nombre qui se trouve tout à coup en porte-à-faux dans le courant du 19ème siècle. A ce moment-là, la France devient comme les autres et puis plus petite à partir de 1870-1880. Et beaucoup plus petite encore quand on regarde les naissances en Allemagne et et non la population, car naturellement il existe une sorte d'avance du fait de la pyramide des âges.

Quand une population s'accroît, elle s'accroît par le bas de la pyramide, par les enfants qui préfigurent la croissance future. Je n'ai pas plus que vous vécu cette période de 1880-90 mais, à travers les textes, on sent monter cette angoisse du nombre des Allemands. Curieusement, quand on regarde la littérature allemande de cette époque, il existe une crainte de dégénérescence, une crainte de disparition des élites, une crainte démographique menant à des théories génétiques étranges au début du siècle. Mais il n'y a pas cette crainte d'être dépassé en nombre ou d'être confronté en nombre, y compris confronté à ce qui sera plus tard l'Union Soviétique : il semble que cela soit un concept français, on en a vu aussi les méfaits au début de la guerre de 14. Alfred Sauvy a fait les comptes pour la guerre de 14 : à chaque bataille, les Français ont perdu plus d'hommes que les Allemands parce qu'ils pensaient que plus on lançait d'hommes dans une bataille plus on avait de chance de la gagner. Ce n'était pas l'idée de l'état-major allemand, plus économe en vies humaines donc plus orienté vers la technique : il y a là un climat étrange, la France finalement s'est



retrouvée et se retrouve actuellement avec une idéologie qui ne correspond pas à son tempérament, puisque la France fait des enfants assez modérément. Heureusement, cela ne se traduit pas dans les faits par une politique démographique musclée. Les mesures prises au cours des dix dernières années ont été modérées, on ne peut pas véritablement parler d'intervention de l'Etat dans la planification des familles, comme on a pu le dire dans l'exemple de la Roumanie.

Voilà effectué un tour rapide des politiques démographiques des pays développés. Concluons par un chiffre qui, de manière surprenante, va montrer que des pays aux idéologies démographiques contraires ne connaissent pas de grandes différences réelles de fécondité au cours des dix dernières années. Prenons donc les Etats-Unis et la France, l'un très malthusien, l'autre le plus nataliste des pays développés. En 1971, la fécondité est de 2,5 enfants par femme en France et de 2,3 aux Etats-Unis, donc un écart de 0,2. En 1976, elle est tombée à 1,8 en France et elle est de 1,7 aux Etats-Unis; l'écart est donc resté presque identique. En 1981, la fécondité est légèrement remontée en France à 1,87 et elle est aussi légèrement remontée aux Etats-Unis à 1,88. Il y a donc une étrange impossibilité des idéologies affirmées en matière de démographie à "mordre" sur les comportements réels, à influencer les comportements en matière de fécondité.

Comment peut-on expliquer ces comportements eux-mêmes ou cette sorte d'incapacité de l'idéologie ? Comment peut-on donner des indications sur le futur ? Nous n'avons guère d'explication sérieuse à ce phénomène actuellement mais on voit bien qu'il y a tout un ensemble de variables intermédiaires entre lesquels les ajustements semblent se réaliser et conduire à terme à de nouveaux équilibres. Parmi les variables intermédiaires les plus importantes à l'action récemment, il faut compter le travail féminin et plus encore l'aspiration des femmes à un avenir sur le marché du travail, ce qui a sensiblement modifié leur optique en matière de mariage puis de construction de la famille : les enquêtes en France ne sont pas très nombreuses sur ce sujet mais, aux Etats-Unis, on a de très bonnes enquêtes sur les changements d'aspiration année par année des très jeunes femmes vis-à-vis de leur avenir en général. On pose des questions telles que:

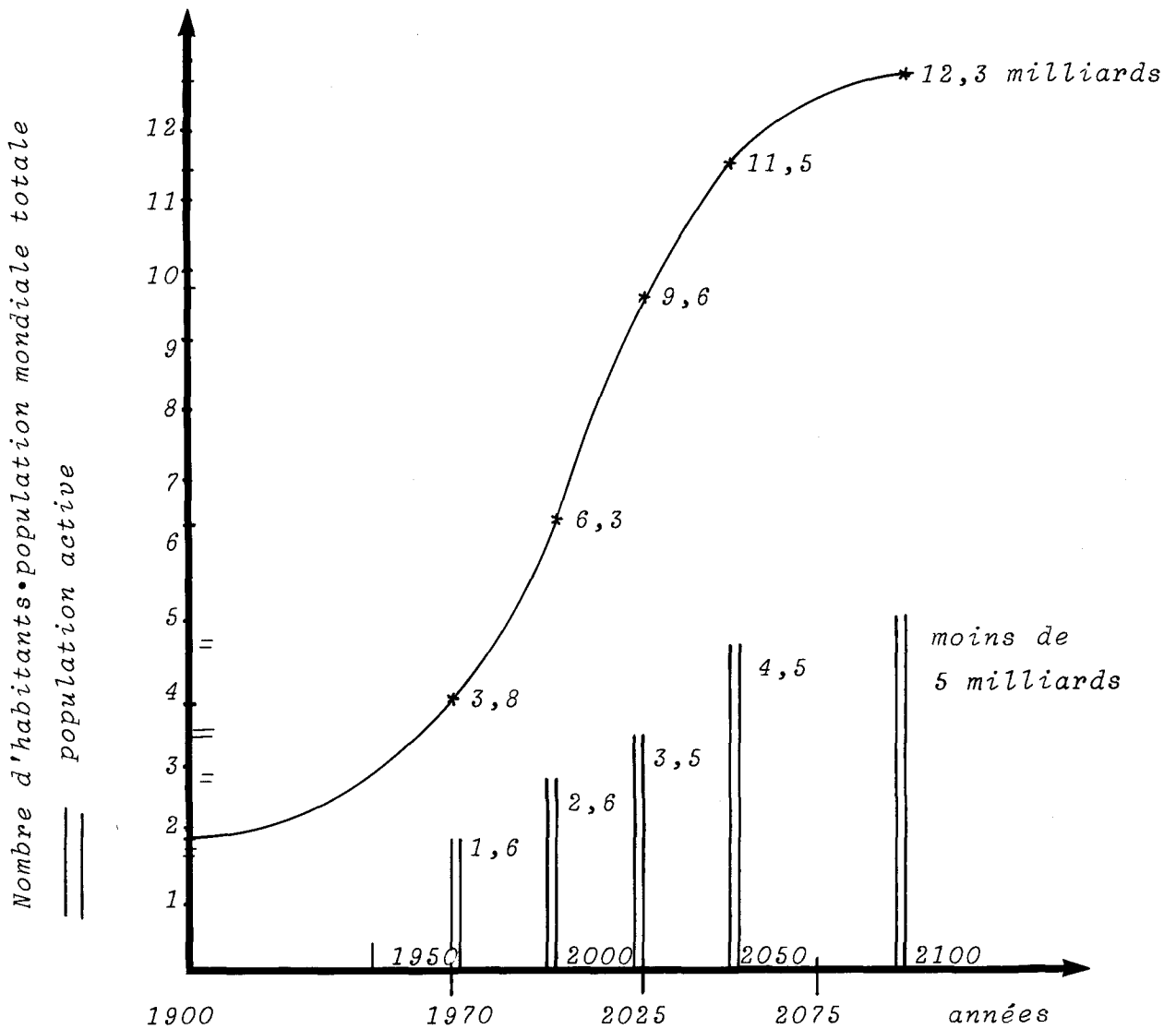
que comptent-elles faire lorsqu'elles auront atteint trente cinq ans? Et on voit en quelques années aux Etats-Unis, entre 1972 et 1976, se modifier complètement les réponses. Alors que la vie de famille était encore évoquée, on voit le travail, un emploi rémunéré et un travail satisfaisant, de plus en plus cités et devenir la norme ; on s'aperçoit également qu'il y a une sorte de logique : celles qui ont le plus de chance à se marier, c'est-à-dire celles qui ont fait le plus d'études, sont celles qui retardent le plus le mariage puisqu'elles cherchent à accumuler le plus au niveau du travail ; elles savent que, de toutes façons, elles arriveront à se marier. En fait, beaucoup d'entre elles ne se marieront pas parce que ce retard de l'âge de mariage conduit à ce que l'on a appelé la cohabitation juvénile ; ces cohabitations se sont stabilisées et semblent assez souvent ne pas mener au mariage et ne pas être une étape intermédiaire. C'est par exemple le cas actuellement en Suède : alors que dans la génération d'après guerre 95% des femmes se mariaient, dans les générations actuelles 50% des femmes se marieront. On passe vraisemblablement de 95% de femmes qui se marient dans les années cinquante à 75% au mieux, plus probablement 70%. Il y a donc un net changement dans la gestion de la vie familiale. L'autre changement important tient du divorce qui semble pénétrer plus violemment aux Etats-Unis et en Angleterre qu'en France. On pense actuellement aux Etats-Unis que plus d'un enfant sur deux en 1985 sera passé par une famille qui n'est pas un couple classique, c'est-à-dire aura eu, à un moment ou à un autre, un parent divorcé qui, éventuellement, se remarie ultérieurement. On assiste à une généralisation d'expériences qui étaient rares jusqu'à une époque récente. Des formes nouvelles de structure familiale se répandent et, donc, de nouvelles raisons au contrôle de la fécondité. Situons maintenant les pays en développement.

### *Les pays en voie de développement*

La situation est tout à fait différente. Au niveau du contrôle de la fécondité, on a d'abord commencé par des campagnes très douces avec l'idée qu'il suffisait d'arriver avec des valises de pilules du Docteur Pincus pour que les couples se précipitent, les prennent

et ne fassent que deux enfants au lieu des 7 qu'ils font en Algérie et des 5 qu'ils font aux Indes ou en Indonésie. Or, cela n'a pas été le cas, l'engouement a été très modéré pour la pilule, très modéré aussi pour la majorité des contraceptifs, et de plus en plus, les distributeurs de contraception dans ces pays ont eu tendance à forcer la main des populations des pays en voie de développement puis même, progressivement, à passer à des mesures dures et à des mesures carrément draconiennes. Par exemple, jusqu'à une époque récente, dans l'Etat de l'Uttar Pradesh en Inde, un fonctionnaire ne pouvait pas avoir de troisième enfant sinon il perdait son métier. Encore actuellement en Chine, si vous avez un second enfant, vous êtes obligé de rembourser les primes que vous avez touchées pour la naissance de votre premier enfant ; votre second enfant n'a pas le droit de fréquenter l'école publique et vous devez donc payer ses études, ce qui pose des problèmes dramatiques aux Chinois parce que l'on ne peut pas raisonner en terme d'enfant en Chine, on pense en terme de garçon. Lorsqu'une fille naît la première, la situation est dramatique. Mais si l'on ne compte pas les filles (ce que les Chinois tendent à faire) et que l'on arrête la famille à la naissance du premier garçon, on arrive à deux enfants en moyenne par famille, et l'on retrouve une famille à terme stationnaire. Etant donné que la Chine a une population jeune, sa population s'accroîtra dans ces conditions. Au Japon, les quotients familiaux varient en sens inverse -c'est-à-dire que l'on taxe plus le revenu en cas de famille nombreuse. A Hong-Kong, à Singapour, existent des législations de combat. Singapour a une législation très dure, un peu comme l'Uttar Pradesh en matière de troisième enfant.

On estime qu'actuellement, les pays sur lesquels pèsent des contraintes de ce type-là, en matière de politique démographique, comptent deux milliards d'habitants ; c'est dire que la moitié de la planète est actuellement soumise à ce genre de contrôle autoritaire de la fécondité. On en est arrivé là parce qu'il y a eu relativement peu de cas de réussite de la planification familiale dans les pays en voie de développement. Les cas les plus nets ont souvent concerné d'assez petits pays, on cite toujours les cas de Hong-Kong, de Formose, de la Corée : dans quelques autres pays, on est aussi parvenu à de



Science, technologie et démographie, qui ne sont en rien indépendantes, s'allient aujourd'hui pour nous poser un problème nouveau. Grâce à la science, en effet, la mortalité infantile a, en un siècle, été divisée dans un grand nombre de régions par sept, huit ou dix, tandis que l'espérance de vie, elle, s'est allongée de près de trente ans dans ces mêmes parties du monde ; ce qui n'a pas peu contribué à l'explosion démographique que nous connaissons déjà maintenant et connaissons dans l'avenir, au fur et à mesure de l'accession des pays en voie de développement à ces bienfaits de la science et de la médecine.

ciné. De son côté la technologie a, on le sait, une invincible tendance à remplacer l'homme par la machine, c'est-à-dire, à réduire le nombre des emplois. D'autant que les statistiques présentées sur le diagramme ci-dessus, issues de l'O.I.T. et des dernières projections faites par l'O.N.U., sont sans doute plus optimistes que pessimistes, se bornant pour l'essentiel à projeter les tendances actuelles sans pouvoir tenir compte exactement de l'impact des technologies futures sur l'emploi. Dans ces conditions, on a pu envisager que, après avoir plafonné, le nombre des personnes dites "actives" devrait même diminuer. C'est la raison pour laquelle il est prévu que le nombre des emplois doit trouver un sommet plus tôt que ne le prédit le diagramme ci-dessus, aux alentours des années 2025, 2030. A ce moment, on compte que 3,5 milliards de personnes actives devront subvenir aux besoins d'une population de 9,5 à 10 milliards d'individus.\*

Ni la science, ni la technologie ne pouvant connaître un "retour en arrière", il reste donc une quarantaine d'années pour que, renonçant aux expériences du passé (en 1900, il y avait un milliard de personnes actives pour une population totale de deux milliards), nous nous adaptions socialement à ces nouveaux paramètres et prenions la responsabilité de redéfinir les couples travail/survie, production/consommation et consommation/besoins vitaux ; notamment dans les pays développés qui connaîtront plus rapidement encore le plafonnement du nombre de leurs personnes actives, avec 600 millions de travailleurs en l'an 2000, 650 millions en 2025 et un peu plus de 700 millions en 2050, 2100, etc. Tandis que, dans ce même laps de temps, leur population totale, quoi que connaissant un net ralentissement démographique, aura néanmoins augmenté d'environ quatre cents millions d'habitants.

---

\* La question, parallèle, du vieillissement des populations, des retraites et du couple âge/activité sociale sera abordée dans le prochain numéro des Cahiers du MURS consacré au Vieillissement.

bons résultats, parfois avec des mesures d'incitation et non des mesures contraignantes, c'est le cas de la Tunisie où la fécondité a nettement baissé ou bien le cas de Ceylan ou encore de certains pays des Caraïbes. Mais il s'agit toujours de pays de dimension modeste où un effort, à la limite publicitaire, peut être entrepris. On observe aussi dans la partie Sud du Brésil une chute très rapide de la fécondité, mais la partie Nord, beaucoup plus pauvre, résiste si bien que cela perturbe la structure d'un pays : lorsque la population d'une des régions se développe très vite tandis que l'autre région freine sa population, apparaissent des phénomènes de colonisation intérieure, des rapports de force difficiles à contrôler politiquement.

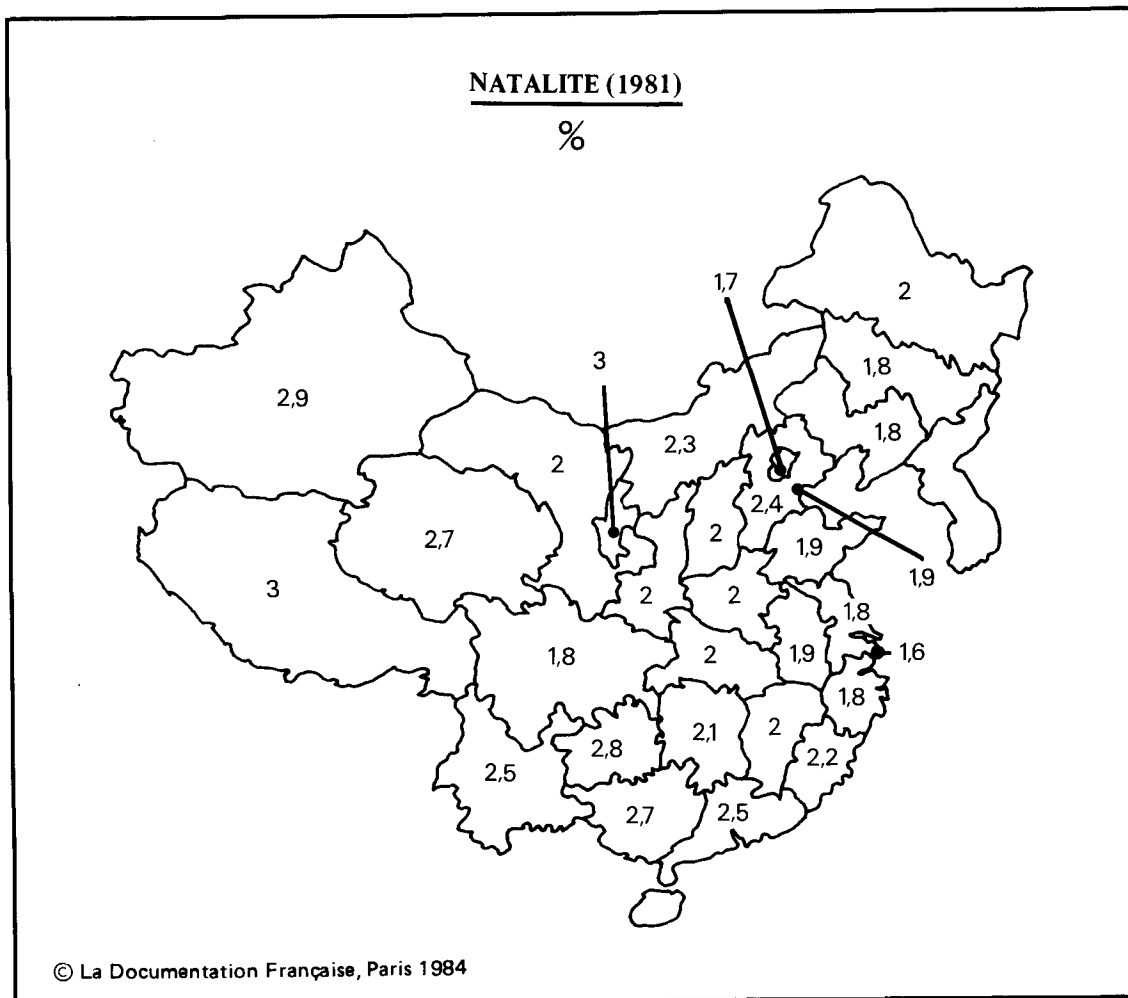
Par contre, si l'on regarde l'ensemble des pays restants, on a peu de signes de baisse de la fécondité : l'Afrique Noire, par exemple, résiste à toutes les campagnes en matière de contrôle de population ; l'Amérique tropicale, les pays musulmans conservent leur croissance démographique très rapide à l'exception de la Tunisie ou de l'Indonésie qui est un pays à part puisque très loin de la civilisation arabe. On assiste même à un phénomène auquel les démographes n'ont pas d'abord cru : dans les années soixante dix, ils ont observé une remontée de la fécondité dans certains pays du Tiers Monde et même dans ceux qui paraissaient les plus mal partis : par exemple, un pays considéré comme surpeuplé comme le Bangladesh où la fécondité au lieu de baisser rapidement, a légèrement remonté au cours de l'année 1975. Il a fallu s'interroger sur ces échecs du contrôle de la fécondité ou du moins du contrôle tel qu'on le concevait et l'on s'est aperçu que ces échecs avaient peut-être des explications plus rationnelles qu'on aurait pu le croire. On avait invoqué l'archaïsme, le respect des habitudes reçues, le poids des structures familiales. En réalité, de plus en plus, on en vient à penser qu'il y a des déterminants tout à fait rationnels dans la conduite des couples en voie de développement qui cherchent à avoir un grand nombre d'enfants.

Parmi ces conduites, distinguons en deux : l'une que l'on peut appeler la conduite vis-à-vis de la modernisation et l'autre qui est simplement une conduite d'intérêt économique bien compris. En

ce qui concerne les conduites vis-à-vis de la modernisation, par exemple, prenons le cas du Cameroun où un chercheur comme Clignet a remarqué que l'accès à la modernisation, c'est-à-dire l'accès à l'alphabétisation, ou l'accès aux circuits de financement extérieurs au village, entraînait une augmentation de la fécondité car un certain nombre de jeunes individus avait un accès plus rapide au mariage et à la construction de leur famille selon la civilisation traditionnelle. Soit par une alphabétisation suivie d'un métier, soit par le système bancaire qui leur permettrait d'emprunter pour des dots, ils pouvaient réaliser plus rapidement la structure traditionnelle de la famille telle qu'elle existait auparavant. C'est donc une sorte de premier avatar de la modernisation.

Quand un pays se transforme, les conduites s'écartent de la moyenne. On a des conduites extrêmes et celle-là en est un des exemples. Il y a un facteur qui joue pour un certain nombre de pays : la durée de l'allaitement, à travers un mécanisme compliqué de variables intermédiaires : en effet, très souvent, les allaitements longs espacent les naissances dans les pays en voie de développement. Comment les espaçaient-ils ? C'est un grand "sport" des recherches actuelles en démographie, particulièrement dans le monde anglo-saxon. Le phénomène est compliqué : il existe à la fois des tabous sur les relations sexuelles pendant l'allaitement et des mécanismes biologiques de blocage de l'ovulation durant l'allaitement, mais on n'arrive pas bien à séparer l'effet de chacun. On observe cependant au moins que les allaitements se raccourcissent et que, par contrecoup, les intervalles entre les naissances se raccourcissent. Il y a une sorte de concurrence entre d'un côté le planning familial, avec la pilule, la stérilisation, le stérilet et, de l'autre côté, le lait Nestlé. Le lait en poudre est le plus gros adversaire de la pilule dans les pays en voie de développement, puisque ce qui en terme de naissance diminuait d'un côté -moins de naissances puisque plus de femmes pratiquant la contraception- était de l'autre côté regagné parce que les intervalles entre naissances s'écourtaient.

Face aux phénomènes liés à la modernisation, dont on peut



	1965	1970	1975	1980	1982	1992
Femmes de 15-44 ans (nombre en millions) :	138	159	181	211	224	290

En termes de taux de natalité, la Chine a connu une baisse spectaculaire au cours des années 1970, partant d'un taux avoisinant 3,6% pour se stabiliser en 1977 aux alentours de 2,1%. Les statistiques officielles publiées ces dernières années et donnant des taux généraux inférieurs à 2% sont souvent mises en doute. Quoi qu'il en soit, l'objectif de 1.200 millions de Chinois pour l'an 2000 sera difficile à tenir. Le tableau ci-dessus montre en effet que les femmes nées avant les années 1970, c'est-à-dire avant la planification des naissances, n'arrivent qu'aujourd'hui en âge d'être fécondées, et que ce nombre ne cessera donc d'augmenter d'ici à 1992. On conçoit alors facilement combien le taux de la fécondité devra être abaissé pour que ces 224 millions de femmes en âge d'être fécondées d'aujourd'hui puis les 292 millions de 1992 ne donnent pas naissance à plus de deux cents millions d'enfants d'ici à l'an 2000.



penser qu'ils ne constituent que des préliminaires ou des obstacles initiaux, il y a des obstacles plus profonds que l'on a commencé à identifier, notamment en Afrique, et qui sont des obstacles d'intérêt économique. Ce sont surtout les travaux d'un anthropologue, Caldwell, et d'une démographe française, Thérèse Lacoq, qui ont mis l'accent sur ces aspects. Ils ont montré qu'il est dans l'intérêt d'une famille africaine d'avoir beaucoup d'enfants, car ils coûtent relativement peu chers en éducation et dès l'âge de 5 ou 6 ans, ces enfants aident aux champs ou vont au marché. Un enfant peut remplacer un adulte dans certaines tâches car ces tâches à la campagne ne sont pas homogènes; on trouve ainsi très rapidement une rentabilité économique aux enfants (2). Un autre élément de rentabilité se fonde sur l'éducation; si les enfants reçoivent une éducation, alors ils ont une chance de décrocher un métier stable dans une ville proche et de soutenir les parents dans leur vieillesse. C'est le mécanisme qui est à l'oeuvre au Nigéria. Plus vous envoyez d'enfants tenter leur chance, plus vous avez de chance d'en avoir un qui réussit, et qui va vous aider, pourvu que cela ne coûte pas trop cher d'envoyer ces enfants tenter leur chance, ce qui est encore le cas en Afrique, car une assistance familiale élargie existe encore. Il y a ainsi un intérêt individuel à engendrer une famille nombreuse. Pour ces raisons, les familles résistent à un contrôle de la fécondité tel que l'imaginent les Occidentaux : finalement, elles réalisent leur propre contrôle en ayant des familles relativement nombreuses. Cette explication vaut pour la phase de décollage de pays comme le Nigéria et sera sans doute remise en cause dans les années prochaines ; mais on est obligé de reconnaître qu'on avait fait preuve d'un certain ethnocentrisme, qu'on avait un peu rapidement attribué des vertus universelles au contrôle de la fécondité tel qu'on l'a pratiqué en Europe.

---

(2) Ce que les économistes appellent un coût d'opportunité.

## *Conclusions et conséquences*

La conséquence des mouvements divergents des pays développés et des pays en développement est claire. Il est raisonnable de penser à un effacement numérique des pays développés face aux pays en voie de développement : cet effacement n'est cependant pas très significatif si l'on prend comme référence l'an 2000. Actuellement, les pays développés représentent environ 30% de la population de la terre ; en 2000, ils en représenteraient entre 22 et 25 % selon les prévisions des Nations-Unies. Ceci dit, on peut présenter les choses d'une manière différente et plus dramatique, au sens anglais du terme, en regardant le nombre de naissances dans chacun des pays : ce n'est pas faire une prévision, c'est simplement considérer que ces naissances à terme formeront les adultes, donc décriront la dimension démographique des pays considérés. On s'aperçoit alors que les changements d'ordre de grandeur sont importants. L'Algérie, ainsi, a plus de naissances que la France : c'est aussi le cas de l'Irak. Un petit pays comme le Guatemala a actuellement 300 000 naissances par an. C'est un peu plus de la moitié des naissances en France. Il faut s'habituer à l'idée que, selon toute vraisemblance, la Guatemala sera aussi peuplé que la moitié de la France qui sera ramenée au statut d'un petit pays -mais les Anglais et les Italiens aussi- face à ces géants que seront l'Indonésie, le Nigéria ou le Brésil, où les naissances sont actuellement quatre ou cinq fois plus nombreuses qu'en France. Il y aura donc des modifications importantes si on regarde le tandem pays développés/pays en voie de développement (3) dans les trente ou quarante années qui vont

---

(3) La Chine semblait le seul pays à avoir contrôlé sa population, jusqu'à il y a environ six mois. Sur les données chinoises, on voit un déclin -à partir de 1970- très rapide de la natalité donc nécessairement de la fécondité. On avait pensé jusqu'à il y a six mois que les Chinois avaient vraiment réussi leur politique de contrôle de la population. Le dernier chiffre qui vient de parvenir sur les naissances chinoises marque un relèvement. On pensait à peine le problème chinois réglé qu'il semble qu'il va se reposer en des termes qu'on ne peut pas vraiment imaginer dans les années à venir, contrairement aux vœux des dirigeants chinois qui veulent maintenir et même diminuer leur population, puisqu'ils écrivent ouvertement, alors qu'ils sont un milliard, que la population optimale pour eux serait de 700 millions.

venir : sans doute des modifications relativement nouvelles dans l'histoire humaine.

Ces changements de population n'auront jamais été aussi rapides. Quand on prend les estimations de la population mondiale, on s'aperçoit qu'il y a une relative stabilité des grandes masses de population aux différentes époques. Par exemple, la population de l'Europe à l'époque de César par rapport à la population de la Chine reste dans les mêmes proportions que l'Europe et la Chine actuellement. De grands équilibres se sont donc maintenus ou ont évolué lentement. Et, en une centaine ou une cinquantaine d'années, nous allons assister à des changements de classement et d'ordre de grandeur qui auront certainement des conséquences au niveau politique.

Cette croissance de la population du Tiers Monde pose inévitablement la question des ressources et surtout celles de l'agriculture. Des livres et des calculs assez intéressants modifient actuellement notre point de vue sur ce sujet ; il semble que les limites physiques de l'agriculture ne se posent pas avant un nombre important de décennies. Par contre, les questions sociales posées par le développement inégal de l'agriculture, par la répartition des revenus, donc aussi des possibilités d'accès à la nourriture, se poseront comme elles se posent actuellement et peut-être en termes plus graves. L'Inde, pour laquelle on avait prévu la catastrophe alimentaire depuis longtemps, exporte des céréales depuis maintenant cinq ans, avec je crois, une seule année d'interruption. Un pays comme l'Indonésie, dont les Hollandais disaient en 1840, alors qu'il y avait neuf millions d'habitants à Java, qu'il était perdu par sa surpopulation, a actuellement plus de 100 millions d'habitants et le bilan alimentaire de Java est équilibré. Là aussi, cette idée trop simple qu'il fallait à tout prix arrêter la population des pays développés parce qu'ils se heurtaient à cette contrainte malthusienne des ressources en agriculture, était fausse.

Ces modifications numériques sont ainsi des défis à notre imagination. Beaucoup de faits et de situations établis seront remis en question par cette profonde réorganisation ou, terme moderne, redéploiement de la population mondiale.